



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-95433>

Département(s) de publication : 51

Annonce n° 25-95433

Services

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Ville de Reims

Type de Numéro national d'indentification : SIRET

N° National d'identification : 21510421700017

Ville : Reims cedex

Code postal : 51722

Groupement de commandes : Oui

Nom du coordinateur du groupement : Ville de Reims

Département(s) de publication : 51

Section 2 - Communication

Lien vers le profil d'acheteur : <https://marches.grandreims.fr>

Identifiant interne de la consultation : R1D5005

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : C3C Ressources et Territoires

Adresse mail du contact : C3c.ressources@grandreims.fr

Numéro de téléphone du contact : +33 326777493

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** Statut juridique - éléments requis : Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L.2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve :** Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de

L'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ; Nota : si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique

Technique d'achat : Accord-cadre

Date et heure limite de réception des plis : 18/09/2025 à 17:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Identification des catégories d'acheteurs intervenant (si accord-cadre) : Groupement de commandes entre la Ville de Reims et la Communauté urbaine du Grand Reims. Le coordonnateur du groupement est la Ville de Reims.

Critères d'attribution : Le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse sera effectué en fonction des critères énoncés et pondérés ci-après. Valeur technique (55 points) - Prix (40 points) et actions en faveur de la sobriété numérique (5 points).

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : Infogérance de l'hébergement des sites internet et des applications et gestion administrative des noms de domaines

Code CPV principal - Descripteur principal : 72415000

Type de marché : Services

Description succincte du marché : Le présent accord-cadre a pour objet l'infogérance de l'hébergement des sites internet et des applications de la ville de Reims et de la communauté urbaine du Grand Reims ainsi que la gestion administrative des noms de domaines. Il sera conclu avec un seul opérateur économique. Il s'agit d'un accord-cadre, passé en application des articles R.2162-1 et suivants du code de la commande publique. Il comporte une partie forfaitaire pour la reprise et l'infogérance de l'hébergement des sites internet et des applications précisés au chapitre 2.1 du CCTP ainsi que la reprise des noms de domaines précisés au chapitre 2.2 du CCTP et une partie exécutée par émission de bons de commande (articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la Commande Publique) sans montant minimum et avec un montant maximum fixé à 60 000 euro(s) HT sur la durée totale de l'accord-cadre, pour la réalisation de prestations définies dans le Devis Quantitatif Estimatif valant Bordereau des Prix Unitaires (DQE-BPU). Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de 48 mois à compter de sa date de notification. Sans préjudice des dispositions des articles 47 et suivants du CCAG-TIC, il est résiliable à chaque date anniversaire par décision de l'acheteur public notifiée au titulaire par courrier/courriel avec accusé de réception DEUX (2) mois avant l'échéance de la période en cours. Cette dénonciation n'ouvre droit à aucune indemnité au titulaire.

Lieu principal d'exécution du marché : Sur le territoire de la Ville de Reims

Durée du marché (en mois) : 48

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Non

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : Les variantes " libres " (article R. 2151-8 du code de la commande publique) ne sont pas autorisées. Le DCE est consultable et téléchargeable via la

plateforme de dématérialisation à l'adresse internet suivante : <https://marches.grandreims.fr>
Négociation : en fonction de la qualité des offres qui auront ainsi été faites à l'acheteur public, celui-ci se réservera la possibilité de négocier les offres reçues, et en informera alors les candidats par courriel. Il pourra également décider de ne pas y recourir et d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 27/08/2025